

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines

LA VANCELLE

BP 68

67602 Sélestat

Références : 0006700403_2023_08_31_ROSSMANN_VIIC Continuité écologique
Code AIOT : 0006700403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines
- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Rossmann produit du papier et du carton. Ses installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15/04/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Continuité écologique du cours d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Ouvrage de Prélèvement - Goutte Saint Blaise	Arrêté Ministériel du 11/09/2020, article 5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Gestion des ouvrages de prélèvement - Liepvrette	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Volume de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conditions de rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.11	/	Sans objet	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Débit Minimum biologique - Goutte Saint Blaise	Code de l'environnement article L214-18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Rétention	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de délais
2	Ouvrages de prélèvement - Liepvrette	Arrêté Ministériel du 11/09/2020, article 5.3	/	30 jours
7	Débit minimum biologique - Liepvrette	Code de l'environnement article L214-18	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de mesure totalisateur	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que la continuité écologique de la Liépvrette et de la Goutte Sainte Blaise n'est pas respectée en amont du site.

D'autre part, en l'absence d'éléments relatifs à la propriété ou à la responsabilité administrative de la vanne située sur la Liepvrette, la conformité des 2 points de contrôles n°2 et 7 n'a pas pu être imputée pour le moment à l'exploitant.

Il est attendu que l'exploitant recherche l'origine de cette propriété ou responsabilité dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ce rapport.

En l'absence d'éléments contraires, l'exploitant sera in fine considéré comme responsable de cette vanne étant donné l'usage de l'eau associé à cette vanne et les non conformités lui seront imputées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de mesure totalisateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /J, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.[...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un dispositif de mesure totalisateur au point de pénétration de l'arrivée d'eau provenant du canal dans l'usine. L'exploitant a présenté un tableau de relevé des débits. Par mail du 24 octobre 2023, il a transmis ce tableau du suivi journalier de prélèvements d'eau. Ce document couvre la période de novembre 2022 à octobre 2023 et est renseigné de façon journalière avec une colonne de relevé de compteurs et une colonne pour la consommation journalière en m ³ . A titre d'exemple, la consommation du 12 mai 2023 était de 244 m ³ et celle du 12 février 2023 de 985 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ouvrages de prélèvement - Liepvrette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2020, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent les dispositions des articles L214-17 et L214-18
Constats : L'entreprise Rossmann prélève l'eau dans le canal usinier qui arrive directement dans l'usine. Ce canal est alimenté par : <ul style="list-style-type: none"> - une dérivation de la rivière la Lièpvrette en amont du site, - une canalisation provenant de la rivière la Goutte Saint Blaise et qui aboutit dans le canal usinier. Cette rivière est un affluent de la Lièpvrette. Au niveau de la dérivation de la Liepvrette, l'inspection a constaté la présence d'une vanne en aval direct de la dérivation qui gêne le libre écoulement de l'eau. L'exploitant a indiqué ne pas être propriétaire de cette vanne. La propriété de cette vanne n'a pour le moment pas pu être établie. L'inspection n'est pas en mesure, au vu des éléments connus, d'imputer cette non-conformité à ROSSMANN.
Observations : En l'absence d'éléments relatifs à la propriété ou à la responsabilité administrative de la vanne située sur la Liepvrette, Rossmann sera in fine considéré comme responsable de cet ouvrage compte tenu de l'usage de l'eau associé à cette vanne. Il appartient à l'exploitant de rechercher l'origine de propriété ou de responsabilité de cet ouvrage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ouvrage de Prélèvement - Goutte Saint Blaise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2020, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent les dispositions des articles L214-17 et L214-18

Constats : L'entreprise Rossmann prélève l'eau dans le canal usinier qui arrive directement dans l'usine. Ce canal est alimenté par : - une dérivation de la rivière la Lièpvrette en amont du site, - une canalisation provenant de la rivière la Goutte Saint Blaise et qui aboutit dans le canal usinier. Cette rivière est un affluent de la Lièpvrette. Pour la prise d'eau dans la Goutte Saint Blaise, une vanne est présente en aval direct de la canalisation. L'exploitant a indiqué être propriétaire de cette vanne, qui fait obstacle au libre écoulement de l'eau. Ce point est non conforme à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des ouvrages de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.[...]
Constats : Par mail du 11 mars 2023, l'exploitant a transmis une procédure de vérification du bon fonctionnement des vannes de prise d'eau. Cette consigne ne répond que partiellement à la prescription contrôlée puisqu'elle n'intègre pas le volet de protection de la ressource en eau superficielle. En effet, à titre d'exemple, le jour de la visite, la rivière la Goutte Saint Blaise était en assec. Le point de contrôle est non conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Volume de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du bénéficiaire. [...]
Constats : La dérivation de la rivière la Lièpvrette vers l'entrée du canal usinier n'est pas équipée de moyens de mesure ou d'évaluation du volume prélevé. Il en est de même pour le prélèvement effectué dans la goutte Saint Blaise. Le dispositif de mesure totalisateur est situé dans l'usine au niveau d'une conduite unique alimentée par le canal et la conduite venant de la Goutte Saint Blaise. Le point de contrôle est non conforme.
Observations : L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que chaque moyen de mesure ou d'évaluation doit permettre de faire le lien entre la hauteur d'eau et le volume prélevé.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de rejet dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C dans le cas général.[...]
Constats : Les eaux de process sont recyclées (circuit fermé). Les eaux de refroidissement du condenseur sont rejetées dans le canal usinier qui rejoint la Liepvrette en aval du site à plusieurs centaines de mètres. Le rapport d'analyse des eaux de refroidissement du 25/11/2020 indique une température du rejet de 29,5 ° et 26,8 ° pour l'analyse du 6/07/2020. Cette analyse est ancienne et ne permet pas de s'assurer que la température du rejet actuel soit conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Débit minimum biologique-Liepvrette

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L214-18
Thème(s) : Risques chroniques, Débit minimum biologique
Prescription contrôlée : Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.[...]
Constats : Pour la Liepvrette, les éléments transmis par l'OFB indiquent que le module de la Liepvrette est de 829 L/s et qu'à la date du 11/09/2023 : - le débit en amont du seuil est de 99 l/s - le débit dans le canal est estimé à 55 l/s - débit dans la passe à poissons est de 45 l/s - le seuil en aval du vannage en assec total donc 0 l/s Le 1/10ème du module étant de 83 l/s, le débit minimum n'est pas respecté en aval de la vanne d'eau. L'inspection n'est pas en mesure, au vu des éléments connus, d'imputer cette non conformité à ROSSMANN étant donné que la propriété de la vanne n'est pas connue.
Observations : En l'absence d'éléments relatifs à la propriété ou à la responsabilité administrative de la vanne située sur la Liepvrette, Rossmann sera in fine considéré comme responsable de cet ouvrage, compte tenu de l'usage de l'eau associé à cette vanne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Débit Minimum biologique - Goutte Saint Blaise

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L214-18
Thème(s) : Risques chroniques, Débit minimum biologique
Prescription contrôlée : Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.[...]
Constats : Pour la Goutte Saint Blaise, la visite sur site a permis de constater qu'en aval de la vanne de l'exploitant, le cours d'eau est en assec. Le débit minimum biologique n'est donc pas conservé en aval de l'obstacle puisque le débit réel est de 0 l/s. La prescription contrôlée est non conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Stockage I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]
Constats : Lors de la visite à l'extérieur du site, l'inspection a constaté la présence de contenants de type IBC dont certains présentaient le panneau de danger "corrosif". Aucun de ces contenants n'est sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois